

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le 01/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sobotram Transports et Logistique

33 rue Paul Sabatier
71530 Crissey

Références : NB/NM/2023/M_010
Code AIOT : 0005401481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2022 dans l'établissement Sobotram Transports et Logistique implanté 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sobotram Transports et Logistique
- 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT : 0005401481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé 33 rue Paul Sabatier à Crissey, exploite sur ce même territoire, une plate-forme logistique composée de cinq bâtiments de stockage (A, B, C/D, E et H), d'un bâtiment « messagerie » et d'un atelier mécanique. L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° DCL- BRENV-2018-82.2.07-02759 du 23 mars 2018.

Par ailleurs, le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (Seveso seuil haut). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil haut, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. D'autre part, des servitudes d'utilité publique, visant à réglementer l'urbanisation autour du site, ont été actées par arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-30-1 du 30 janvier 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Système de Gestion de la Sécurité – Section « sous-traitance ».
- Suite de la visite d'inspection du 25 novembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 2 | Formation des entreprises extérieures | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 15 jours |
| 17 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 23/03/2018, article 8.4.1 | Susceptible de suites | Mise en demeure, respect de prescription | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 3 | Formation des entreprises extérieures | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 | / | Sans objet |
| 4 | Opérations d'entretien et de maintenance | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 | / | Sans objet |
| 6 | Opérations d'entretien et de maintenance | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 | / | Sans objet |
| 7 | Opérations d'entretien et de maintenance | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 | / | Sans objet |
| 9 | Extension atelier mécanique - PAC du 13/01/2020 | Autre du 13/01/2020, article Porter à connaissance | Susceptible de suites | Sans objet |
| 12 | Extension atelier mécanique | Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article Annexe I - Point 4.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 15 | Stockage de liquides inflammables dans la cellule E3 - PAC du 7/11/2019 | Autre du 07/11/2019, article Porter à connaissance | Susceptible de suites | Sans objet |
| 21 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 23/03/2018, article 8.4.1 | Susceptible de suites | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1 | Organisation, formation | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1 | / | Sans objet |
| 5 | Opérations d'entretien et de maintenance | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 | / | Sans objet |
| 8 | Gestion des situations d'urgence | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5 | / | Sans objet |
| 10 | Stockage de liquides inflammables dans la cellule E3 | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 11 | Extension atelier mécanique | Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article Annexe I - Point 2.4 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 13 | Extension atelier mécanique - Station-service | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - Point 3.5 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 14 | Extension atelier mécanique - station-service | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - Point 4.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 16 | Extension atelier mécanique | Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article Annexe I - Point 2.10 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 18 | Extension atelier mécanique - station-service | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - Point 4.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 19 | Extension atelier mécanique - station-service | Arrêté Préfectoral du 23/03/2018, article 4.2.2 | Susceptible de suites | Sans objet |
| 20 | Extension atelier mécanique | Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article Annexe I - Point 2.10 | Susceptible de suites | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection dix non conformités ont été constatées, dont 2 font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Cette proposition de mise en demeure concerne la non réalisation de formation pour le personnel des entreprises extérieures sur les risques de ses installations et la conduite à tenir en cas d'incident et d'accident et la non réalisation d'une étude technique et économique relative au maillage du réseau incendie du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation, formation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation Formation – Liste sous-traitants |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées. |
| Constats : Questions posées : L'exploitant dispose t-il d'une liste des sous-traitants qui interviennent lors des opérations d'entretien et de maintenance des installations ? Nombre d'entreprises employées pour la sous-traitance sur une année ? La procédure PPREV01 demande un suivi des entreprises extérieures qui interviennent sur le site. Son annexe 4 propose un modèle de fichier Excel pour le suivi des entreprises qui interviennent. L'exploitant utilise ce fichier Excel et l'inspection l'a consulté. Il dispose d'un onglet par année. Au cours de l'année 2022, 19 entreprises sous-traitantes sont intervenues. L'entreprise Minimax, qui n'était pas présente le jour de la visite d'inspection y est bien notée. |
| Observations : La page de garde des procédures mériterait de porter leur numéro d'identification et de version. Pour plus de lisibilité sur les procédures intégrées au SGS, intégrer l'identification de ces procédures à la page de garde. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Formation des entreprises extérieures

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Plan formation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> |
| <p>Constats : Questions posées :</p> <p>Existe t-il un plan de formation pour les personnels des entreprises extérieures ? Qui délivre le justificatif de formation ? Qui prend en charge la formation ? Par qui est-elle organisée ? Le contenu des formations est-il adapté aux risques des installations ? En cas de présence d'une entreprise sous traitante sur le terrain, l'interroger sur le type de formation suivie et s'assurer que la formation est adéquate avec les dangers/risques présentés par l'installation.</p> <p>A quel(s) moment(s) ces formations ont-elles lieu ? Sont-elles renouvelées et si oui, à quelle fréquence ?</p> <p>Comment l'exploitant garde t-il la trace des formations suivies par chaque personne concernée (tenue d'un registre, base de données) ?</p> <p>L'exploitant indique que les entreprises extérieures (EE) sont formées aux risques des installations via le plan de prévention et via une formation réalisée tous les deux ans.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place d'accueil sécurité pour les personnes extérieures qui viennent ou interviennent sur son site.</p> <p>La procédure PPREV 01 du système de gestion de la sécurité encadre la réalisation des plans de prévention du site. Les plans de prévention sont réalisés annuellement. Ils abordent uniquement les risques liés aux interventions que vont faire les entreprises extérieures et sont signés soit par un représentant de la société intervenante soit par l'intervenant. L'exploitant tient à jour un fichier listant l'ensemble des plans de prévention réalisés. Le plan de prévention de l'entreprise Minimax (maintenance des systèmes de protection incendie) a été réalisé le 4 février 2022.</p> <p>L'exploitant réalise tous les deux ans une formation spécifique seulement aux entreprises extérieures qui disposent d'un plan de prévention annuel. Elle n'est pas encadrée par le système de gestion de la sécurité. Dans cette formation, il est présenté notamment les activités du site ainsi que les risques associés. La dernière formation a été réalisée le 16 février 2022. L'exploitant réalise un émargement des personnes présentes. L'inspection a consulté cet émargement et l'entreprise Minimax n'y était pas présente. L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'entreprise Minimax a réalisé cette formation le 18 février 2022 mais aucun émargement n'a été réalisé. Cette organisation ne permet pas de former aux risques des installations du site, les personnes des entreprises extérieures qui interviennent sur site dans le cadre d'un plan de prévention ponctuel.</p> <p>L'exploitant ne vérifie pas si la personne d'une entreprise extérieure qui intervient sur site a signé le plan de prévention et a réalisé la formation.</p> <p>Ainsi, l'organisation mise en place sur le site au travers le système de gestion de la sécurité, ne permet pas de garantir que l'ensemble des personnes des entreprises extérieures est bien formé sur les risques des installations et sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>De plus l'exploitant, dans le cadre de la reconstruction de son bâtiment messagerie, a sous-traité la gestion des entreprises extérieures qui participent à la reconstruction du bâtiment messagerie, à la société SOCOTEC. Cette reconstruction est terminée. Une demande d'autorisation d'exploiter est actuellement en cours d'instruction pour l'implantation d'un stockage d'hypochlorite de sodium. L'exploitant n'a pas mis en place de procédure pour encadrer la coordination des entreprises extérieures par un sous-traitant pour la reconstruction du bâtiment messagerie.</p> <p>Dans la cadre de la création du futur bâtiment de stockage d'hypochlorite de sodium, l'exploitant</p> |

| |
|---|
| doit définir une organisation dans son système de gestion de la sécurité permettant de s'assurer du respect de l'article 5 de l'arrêté du 26/05/2014, en cas de sous-traitance de la coordination des entreprises extérieures participant à la création de ce nouveau stockage. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Formation des entreprises extérieures

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, PPAM – Formation / documentation – Contrôle formation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> |
| <p>Constats : Questions posées : Comment l'exploitant s'assure-t-il que les personnes qui interviennent sur l'installation sont correctement formées ?</p> <p>La documentation relative à la formation et au suivi des connaissances des personnes formées est-elle tenue à jour et à disposition de l'inspection des installations classées ? (liste des participants, durée de validité de la formation ou des habilitations délivrées à la suite d'une formation, etc.)</p> <p>Dans le cadre des plans de prévention, l'exploitant demande uniquement comme habilitation le certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (caces). Ainsi pour toutes les autres interventions (électrique, intervention sur MMR, etc.), l'exploitant ne demande pas à l'entreprise extérieure les certificats de formation des intervenants.</p> <p>Par exemple, lors de l'intervention de l'entreprise Minimax (protection incendie), l'exploitant ne s'assure pas que la personne est bien formée à la maintenance du système de protection incendie.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Opérations d'entretien et de maintenance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Procédures |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. |
| Constats : Questions posées : L'exploitant dispose t'il de procédures pour les installations/équipements dont l'entretien et la maintenance sont sous-traitées ? Ces procédures définissent t'elles clairement les consignes à respecter par les sous-traitants ? Comment les procédures d'exploitation sont-elles diffusées aux entreprises extérieures ? L'exploitant indique à l'inspection que les entreprises extérieures interviennent seulement dans le cadre des contrôles réglementaire et de la maintenance. Il ne dispose pas sur son site de procédure d'entretien et de maintenance de ces équipements. L'exploitant dispose de détecteurs chlore sur son site. La maintenance de ces détecteurs est réalisée par la société Dräger. La dernière intervention a été réalisée le 9 mai 2022 et la prochaine doit avoir lieu le 8 décembre 2022. L'exploitant n'a défini aucune procédure pour le suivi de cette mesure de maîtrise des risques. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Opérations d'entretien et de maintenance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Permis feu |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. |
| Constats : Questions posées : Concernant le permis feu : quelle est la durée de validité, la nature des dangers, les types de matériels qui peuvent être utilisés, les moyens de protection et de mise en œuvre, procédure de mise en sécurité des installations, surveillance 2 heures après la fin de l'intervention (qui la réalise ? Comment est-elle tracée?) Quelles sont les modalités de surveillance et de contrôles après travaux ? L'exploitant dispose d'un modèle de permis feu. Ils sont réalisés à la demi-journée et dispose d'une heure de fin. Le passage 2 heures après les travaux n'est pas obligatoire. L'exploitant indique que ce passage est en général réalisé. L'inspection a regardé le dernier permis feu réalisé. Il a été réalisé pour l'intervention de la société Jungheinrich, le 24 novembre 2022 de 10 heures à 12 heures. Le passage 2 heures après les travaux n'était pas cochée, mais il a quand même eu lieu à 14 heures. |
| Observations : Il convient que l'exploitant définisse des critères afin d'encadrer la réalisation du passage 2 heures après travaux. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Opérations d'entretien et de maintenance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – Habilitations |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> |
| <p>Constats : Question posée : Quelles sont les procédures pour l'octroi et le suivi des habilitations (obtention, suivi et recyclage des badges d'accès par exemple) ?</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de gestion des contrôles d'accès (CTRLA01). Il n'y est pas abordé la durée de validité des badges, notamment dans le cadre des « badges non journaliers ». La délivrance de badge d'accès permanent n'est pas encadré par une procédure. Il dispose d'un fichier informatique qui répertorie l'ensemble des badges délivrés. Ce fichier permet également de suivre les durées de validité des badges. L'exploitant a délivré à deux entreprises des badges d'accès permanent : - Seris security (gardiennage) : 5 badges - Profil plus (maintenance véhicules) : 3 badges</p> <p>L'inspection a regardé si les badges de Seris security étaient présents dans le fichier informatique. Ceux-ci étaient répertoriés sous deux orthographes différentes et ne disposaient pas d'une date de fin de validité.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Opérations d'entretien et de maintenance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation – MMR |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> |
| <p>Constats : Question posée : Comment l'exploitant sélectionne les sous traitants qui interviennent sur les MMR ? Le cas échéant, y a-t-il des procédures spécifiques ?</p> <p>L'exploitant n'a défini aucune procédure pour les interventions sur les MMR. En règle générale, il reprend l'installateur de l'équipement pour la maintenance. Il dispose de fiches de travaux. L'objectif est de s'assurer que les Équipements Importants Pour la Sécurité (EIPS) soient remis en service après l'intervention. Les interventions sur le sprinklage qui rendent ce dernier indisponible sont encadrées par la procédure MHS01 « Mise hors service ».</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Gestion des situations d'urgence

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements. |
| Constats : Questions posées : Comment les sous-traitants sont intégrés dans la maîtrise des procédures d'urgence ? Participent-ils aux tests et exercices ? Les exercices POI sont-ils organisés en phase travaux ? Si le personnel sous traitant n'intervient pas en cas d'accident, est-il entraîné à l'évacuation ? Les sous-traitants n'interviennent pas en cas d'accident, ils participent uniquement à l'évacuation. Les dates des exercices ne sont pas prises en fonction de la présence des sous-traitants. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 13/01/2020, article Porter à connaissance |
| Thème(s) : Autre, Récolement aux prescriptions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : Prescriptions générales applicables aux installations relevant des rubriques 1435 (station-service) et 2930 (atelier de réparation et d'entretien de véhicules à moteur). |
| Constats : <div style="text-align: right;">Constats 2021</div> <p>Dans le paragraphe évoquant le volume des activités classées, seule la rubrique 4734 (stockage de produits pétroliers) de la nomenclature est évoquée. Les rubriques 1435 (station-service) et 2930 (ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à moteur) : 2930-1 et 2930-2 de la nomenclature ne sont pas abordées. De plus, aucun récolement aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à ces installations n'a été réalisé dans le cadre de ce porter à connaissance.</p> <p>En effet, le chapitre 13.3 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-82.2.07-02759 du 23 mars 2018 dispose que l'exploitation des installations de distribution de gasoil respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service existantes soumises à déclaration sous la rubrique n°1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Par ailleurs, l'atelier historique de réparation et d'entretien des véhicules à moteur ne dépassait pas, avant modification, le seuil de la déclaration et l'article 2 de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 précise que les dispositions de son annexe I sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation. En l'occurrence, l'arrêté préfectoral n° DCL- BRENv-2018-82.2.07-02759 du 23 mars 2018 ne réglemente pas les installations du site classé, après modification, sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2930.</p> <p>Dès lors, l'exploitant aurait dû réaliser les récolements aux arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables susmentionnés.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en complétant ce porter à connaissance par les éléments précités.</p> <div style="text-align: right;">Constats 2022</div> <p>Faute d'avoir réalisé ces récolements, les éléments attendus n'ont pas été transmis.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 10 : Stockage de liquides inflammables dans la cellule E3

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Compartimentage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites. |
| Prescription contrôlée : <p>L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>[...]</p> <p>les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.</p> <p>[...]</p> |
| Constats : <p style="text-align: right;">Constats 2021 :</p> <p>L'inspection des installations classées a relevé une non-conformité en constatant que le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu de la cellule E3 n'est pas indiqué au droit de ceux-ci, aux extrémités de la façade nord, et ce, contrairement aux dispositions du point 6 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Cette disposition s'applique plus généralement à l'ensemble du bâtiment et en particulier à chaque extrémité du mur coupe-feu séparant la cellule E1 des autres cellules.</p> <p>Constats 2022 :</p> <p>Des panneaux ont été installés sur l'ensemble des bâtiments en indiquant 3 informations :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le nom de la cellule.- Le temps de résistance au feu des murs extérieurs : Exemple REI 120.- la position des murs coupe feu interne avec le temps de résistance au feu. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article Annexe I - Point 2.4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ; • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites. |
| Prescription contrôlée : [...] <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p> [...] |
| Constats : <p style="text-align: center;">Constats 2021 :</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle des dispositifs de désenfumage de l'extension de l'atelier ne sont pas situées à proximité des accès. Il a été constaté la présence d'une seule commande située au pied de l'escalier menant à la mezzanine.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité aux dispositions du point 2.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004.</p> <p style="text-align: center;">Constat 2022 :</p> <p>L'exploitant indique qu'après vérification, 2 commandes d'ouvertures des exutoires de fumée sont bien présentes à proximité des accès de l'atelier. Une commande est située au pied de l'escalier menant à la mezzanine et permet l'ouverture des exutoires au-dessus de la mezzanine et une autre commande est présente vers une porte de sortie du bâtiment.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de ces deux commandes d'ouverture.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article Annexe I - Point 4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection automatique d'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites |
| Prescription contrôlée : [...] <p>Les locaux abritant des produits combustibles ou inflammables, notamment des lieux de stockage, de chargement, de déchargement et de mise en œuvre des produits contenant des solvants tels que des peintures, sont en outre dotés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique incendie ; - de robinets d'incendie armés. [...] |
| Constats : <p style="text-align: center;">Constats 2021 :</p> <p>Tous les locaux abritant des produits combustibles ou inflammables ne sont pas dotés d'un dispositif de détection automatique d'incendie. C'est le cas notamment du local affecté à la mise en œuvre de la peinture.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité aux dispositions du point 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004.</p> <p>Par ailleurs, cette partie de l'atelier affectée à l'application de peinture dispose d'un robinet d'incendie armé (RIA) à proximité de la porte sectionnelle.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant l'opérationnalité de ce RIA.</p> <p style="text-align: center;">Constats 2022 :</p> <p>L'exploitant a complété son réseau de détection incendie en réalisant l'installation de plusieurs détecteurs incendie dans les zones non couvertes du garage.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de ces détecteurs incendie.</p> <p>L'exploitant doit encore transmettre des compléments à l'inspection des installations classées en justifiant l'opérationnalité de ce RIA.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 13 : Extension atelier mécanique - Station-service

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - Point 3.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de liquides inflammables |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites. |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p> |
| Constats : <p style="text-align: center;">Constats 2021 :</p> <p>Ces entrées / sorties de carburants sont gérées par le service comptable de l'entreprise. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en communiquant le registre des entrées et sortie de carburant pour l'année 2021.</p> <p style="text-align: center;">Constats 2022 :</p> <p>L'exploitant a récupéré et transmis le listing des entrées et des sorties de carburants pour l'année 2021.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - Point 4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ; • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suite. |
| Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : - de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars. [...] |
| Constats : <div style="text-align: center;">Constats 2021 :</div> <p>En l'absence de raccordement, à la tuyauterie d'alimentation du réseau, du poteau d'incendie P2 à la suite de son déplacement lors de l'agrandissement de l'atelier mécanique et du débit relevé lors du dernier essai du poteau P1 (poteau raccordé au même sous-réseau) inférieur à 30 m³/h, l'installation de distribution de carburants ne dispose pas, comme le prévoit la prescription, de 2 poteaux d'incendie situés à moins de 100 mètres.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité aux dispositions du point 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.</p> <div style="text-align: center;">Constats 2022 :</div> <p>L'exploitant a procédé à la remise en état puis en service des deux poteaux incendie. Il a réalisé le 3 janvier 2022 un test de débit de ces deux poteaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - P1 : 78 m³/h. - P2 : 91 m³/h. <p>Le débit de ces deux poteaux est bien supérieur à 60 m³/h. En revanche, ils ne peuvent pas être utilisés de façon simultanée car dans cette configuration, le débit de chaque poteau est inférieur à 60 m³/h.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 07/11/2019, article Porter à connaissance |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ; • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suite. |
| Prescription contrôlée : <p>L'exploitant indique dans le porter à connaissance du 7 novembre 2019 que les murs de la cellule E3 sont d'un degré de résistance et de réaction au feu REI 180, mais les portes d'accès ont un degré EI 120. En cas de dysfonctionnement du système d'extinction automatique, la durée de l'incendie modélisé de cette cellule serait d'environ 150 minutes ce qui induit un risque de propagation aux cellules voisines (E2 et E4) par les portes.</p> <p>L'exploitant ne modélise pas ce risque de propagation aux cellules voisines mais retient, dans une telle configuration de non fonctionnement du système d'extinction automatique, la disposition consistant à mettre en place une lance incendie par les moyens de secours de façon à arroser les deux portes de communication et augmenter ainsi la résistance de ces portes. Il précise que cette disposition sera reportée dans le plan d'opération interne (POI).</p> |
| Constats : <p style="text-align: center;">Constats 2021 :</p> <p>Cette disposition n'a pas été abordée avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Elle ne figure pas non plus dans le POI. Sa mise en œuvre, qui nécessiterait la présence de personnel de secours à l'intérieur du bâtiment, dans la cellule E2 ou E4, voire dans les deux, apparaît non compatible avec les pratiques du SDIS 71.</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en fournissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit une modélisation d'incendie généralisé aux cellules attenantes permettant de démontrer l'absence d'effets hors site et d'effets dominos sur les autres installations du site ; • soit les justificatifs d'installations de portés d'accès d'un degrés au moins EI 180 ; • soit un avis favorable du SDIS 71 sur la mise en œuvre de cette disposition et l'exploitant mettra à jour son POI en conséquence. <p style="text-align: center;">Constats 2022 :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que, lors de l'exercice incendie au bâtiment E, le SDIS a donné oralement son accord pour l'arrosage des 2 portes coupes feu depuis les cellules E2 et E4. Toutefois, l'exploitant doit disposer d'un accord écrit.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que les prochaines études de danger prendront en compte des murs et des portes coupes feu 2 heures.</p> |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article Annexe I - Point 2.10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cuvettes de rétention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ; • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites. |
| Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. [...] |
| Constats : <div style="text-align: center;">Constats 2021 :</div> L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en communiquant les éléments techniques de la cuve de 1 500 litres de stockage d'huiles usagées permettant de justifier que cette dernière est bien équipée d'une double enveloppe. Dans le cas contraire, l'exploitant transmettra les éléments justifiant de son association à une capacité de rétention adaptée à son volume de stockage. <div style="text-align: center;">Constats 2022 :</div> L'exploitant a transmis une attestation de conformité du fabricant de la cuve d'huile usagée indiquant que celle-ci est double peau. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2018, article 8.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites. |
| Prescription contrôlée : [...] Dans un délai d'un an suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement une étude technique et économique relative au maillage de son réseau incendie à l'intérieur de son établissement. |
| Constats : Constats 2021 : L'inspection des installations classées a relevé une non-conformité aux dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-82.2.07-02759 du 23 mars 2018 en constatant que cette étude technique et économique relative au maillage du réseau incendie situé à l'intérieur de l'établissement n'a pas été transmise. Constats 2022 : L'exploitant n'a pas réalisé d'étude sur la faisabilité du maillage du réseau incendie. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 6 mois |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - Point 4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alarme |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ; • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suite. |
| Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : [...] - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore. [...] |
| Constats : <div style="text-align: center;">Constats 2021 :</div> <p>L'installation de distribution de carburants, qui fonctionne en mode libre-service pour les chauffeurs de l'entreprise, dispose de 3 îlots de distribution. Aucun d'entre eux n'est équipé d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité aux dispositions du point 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.</p> <div style="text-align: center;">Constat 2022 :</div> <p>L'exploitant indique que des déclencheurs manuels ainsi qu'une sirène extérieure ont été installés vers les îlots de distribution. Ces équipements ont fait l'objet de tests lors de leur installation. L'inspection a constaté la présence de ces équipements mais n'a pas réalisé de test de leur bon fonctionnement.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2018, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites. |
| Prescription contrôlée : <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p> |
| Constats : <p style="text-align: center;">Constats 2021 :</p> <p>L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en communiquant un plan des réseaux de la station de distribution de carburant et de l'atelier mécanique faisant ressortir, en particulier, les évacuations de la zone de dépotage et de l'atelier de mise en œuvre de la peinture.</p> <p style="text-align: center;">Constats 2022 :</p> <p>L'exploitant a réalisé un repérage des réseaux avec un système de passage de camera. Le plan des réseaux a été mis à jour.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 20 : Extension atelier mécanique

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/06/2004, article Annexe I - Point 2.10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cuvettes de rétention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites. |
| Prescription contrôlée : <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>[...]</p> |
| Constats : <p style="text-align: center;">Constats 2021 :</p> <p>Tous les produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol ne sont pas associés à une capacité de rétention. C'est le cas notamment d'une partie des produits du local de stockage des huiles neuves et usagées, du local affecté à la peinture et du local de pièces détachées.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées a relevé une non-conformité aux dispositions du point 2.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004.</p> <p style="text-align: center;">Constats 2022 :</p> <p>L'exploitant a indiqué que des bacs de rétention en acier ont été achetés. L'inspection a constaté que les contenants avec des liquides étaient sur rétention dans les deux garages.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 21 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2018, article 8.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/11/2021 ;• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites. |
| Prescription contrôlée : <p>Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie (document technique D9) par un débit de 630 m³/h, par la présence de point d'eau tel que :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit, par des poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placés en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible(s) en toutes circonstances conformément à l'article 8.2.8 ci-avant, de telle façon que la distance par rapport aux entrées principales des bâtiments ne soit pas supérieure à 100 m et distant entre eux de moins de 150m ; |

- soit, un tiers du débit par les poteaux d'incendie normalisés de 100 mm (NF. S 61213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar, placé(s) en bordure d'une chaussée carrossable, facilement accessible(s) en toutes circonstances conformément à l'article 8.2.8 ci-avant, de telle façon que la distance par rapport aux entrées principales des bâtiments ne soit pas supérieure à 100 m pour l'un d'entre eux et distants les uns des autres de moins de 150 m, complété par une réserve d'eau de 840 m³ ;
- soit, une réserve d'eau de 1260 m³ facilement accessible en toutes circonstances conformément à l'article 8.2.8 ci-avant, de telle façon que la distance par rapport aux entrées principales des bâtiments ne soit pas supérieure à 100 m.

Constats :

Constats 2021 :

Le site dispose de 7 poteaux d'incendie,

- 1 à proximité de l'atelier mécanique incluant la station-service (P2) ;
- 1 à proximité du bâtiment A (P1) ;
- 4 à proximité du bâtiment B (P3 à P6) ;
- 1 à proximité du bâtiment E (P7) ;

et d'un bassin naturel situé à l'arrière du bâtiment B constituant une réserve d'eau incendie d'une capacité annoncée de 600 m³.

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes aux dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-82.2.07-02759 du 23 mars 2018 :

1 - le poteau d'incendie P2, situé à proximité de l'atelier mécanique, n'est pas opérationnel. Les travaux de raccordement au réseau n'ont pas été achevés à l'issue de son déplacement réalisé dans le cadre de l'extension de l'atelier mécanique en 2020 ;

2 - le poteau d'incendie P1 situé à proximité du bâtiment A ne délivre pas le débit minimal requis de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar ;

3 - le bassin ne dispose pas d'un dispositif permettant de visualiser en permanence la capacité d'eau disponible (échelle graduée volumétrique selon les attentes du SDIS 71). Il ne dispose pas non plus des aménagements préconisés par le service départemental d'incendie et de secours (plateforme de stationnement et d'aspiration : en l'occurrence, 3 plateformes de 32 m² selon les attentes du SDIS 71 pour un bassin d'une capacité entre 481 et 600 m³, dispositifs fixes d'aspiration : en l'occurrence, 5 sorties de diamètre nominal 100 mm selon les caractéristiques volumétriques de ce bassin, étanchéité par pose d'un film de polychlorure de vinyle, etc.). Ce bassin est alimenté par les eaux pluviales de toiture, il ne dispose pas d'une alimentation autre permettant sa remise à niveau après utilisation.

4 - l'exploitant a récemment fait réaliser des essais en simultané de 3 poteaux d'incendie. Seule la pression figure sur le rapport de vérification, le débit de chaque poteaux en fonctionnement simultané n'est pas connu en général et en particulier sous une pression dynamique de 1 bar. Le débit d'eau retenu et prescrit est de 630 m³/h, soit 1260 m³ pour 2 heures. Après déduction du bassin, soit 600 m³, le volume restant à fournir par les poteaux d'incendie est de 330 m³/h. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de ce volume requis par fonctionnement simultanés de plusieurs poteaux.

L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées en communiquant les éléments justificatifs permettant de démontrer :

- le bon dimensionnement du bassin de 600 m³, en s'appuyant à titre d'exemple sur un relevé topographique ;
- le respect des exigences réglementaires et des attentes du SDIS 71 (notamment, le débit unitaire et le débit en utilisation simultanée ; la localisation et les distances maximales d'éloignement des points d'eau entre eux et depuis l'accès extérieur de chaque cellule ; l'accessibilité : voies "engins", aires de mise en station des moyens aériens, aires de stationnement des engins ; etc.) en matière de défense extérieure contre l'incendie, pour chaque bâtiment ou installation, sous la forme d'un tableau et/ou d'un plan identifiant l'ensemble des points d'eau valorisés.

Constats 2022 :

En application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, l'exploitant doit transmettre avant janvier 2023 sa stratégie de défense incendie pour son site. Les éléments de ce point de contrôle seront regardés lors de l'instruction de la stratégie de défense incendie.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet